

Les rivalités géopolitiques en Asie Centrale : « Le retour du Grand jeu ? » janvier 2007

Faiblement développée, peu peuplée, peu ou mal dotée en infrastructures, traversées de tensions intérieures ethniques, instrumentalisée par divers courants religieux, cette région est, à maints égards, selon la formule de Pierre Chuvin et Pierre Gentelle, « un vide entouré de pleins » (Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam, *Le Monde*, Marabout, 1998, p 150.). Des « pleins » représentés désormais par les trois principales puissances mondiales que sont les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Dans un espace qui a longtemps connu le « Grand jeu » des diplomates des empires russe et britannique, un nouvel affrontement géopolitique se déroule depuis 2001, mettant aux prises les intérêts à la fois économiques et stratégiques des trois seuls Etats capables de structurer autour d'eux un espace régional.

D'aucuns annoncent le retour d'un « Grand jeu », selon l'expression demeurée célèbre de Rudyard Kipling, jeu par lequel au XIXe siècle les intérêts des Russes, qui progressaient en Asie centrale et ceux des Britanniques, qui contrôlaient l'empire des Indes, en étaient arrivés à s'opposer pour se heurter directement aux confins de l'Afghanistan. Par la suite, le « Grand jeu » pris une nouvelle dimension idéologique et universelle, les bolcheviks soutenant en Asie le processus de décolonisation afin de saper les positions de l'Occident par une manœuvre oblique coupant les économies européenne et américaine des sources de matière première. Avec la décomposition de l'URSS, les Républiques d'Asie centrale se sont brutalement trouvées en situation de transition à tous les niveaux.

▲ Situation politique interne

Autocraties

L'indépendance en Asie centrale a signifié personnalisation du pouvoir et autoritarisme. En effet, les régimes des cinq républiques disposent de caractéristiques idéologiques héritées de l'ex-URSS (culte de la personnalité, népotisme) et sont tous entrés, au fil des années 1990, dans un schéma autoritaire. Ainsi, avec l'effondrement de l'Union soviétique, la centralisation et le collectivisme ont été remplacés par une très forte corruption et des régimes présidentiels autocratiques, dont certains, comme le Turkménistan, pratiquent le culte de la personnalité. Il s'opère un véritable processus d'identification entre la république et son chef. Le président règne en maître, l'opposition demeure inexistante, sauf pour quelques courageux, dont la plupart sont en exil pour éviter la prison.

Contestations démocratiques

Si depuis 2003, certaines contestations démocratiques (cf. la révolution des tulipes au Kirghizistan en mars 2005) ont obtenu des évolutions rapides marquées par l'élimination en douceur des pouvoirs favorables à Moscou, remplacés par des pouvoirs beaucoup plus favorables aux Américains, en revanche, après les manifestations durement réprimées (vallée du Ferghana en Ouzbékistan en mai 2005), les présidents du Kazakhstan et d'Ouzbékistan sont allés chercher l'assurance d'un appui de la part des Russes. L'influence américaine, de plus en plus contestée, est désormais considérée comme déstabilisatrice. C'est ainsi que le 4 juillet 2005, les pays de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ont demandé aux Américains un calendrier de retrait de leurs troupes de toute l'Asie centrale.

▲ Enjeux stratégiques

Le jeu russe dans la région

Malgré un certain recul, les Russes exercent toujours une forte influence en Asie centrale. Par ailleurs, certaines ex-républiques comme le Tadjikistan ou le Kazakhstan continuent à garder des liens très forts avec leurs anciens maîtres. Certes, pour tenter d'échapper à l'influence russe, l'Asie Centrale a tenté un rapprochement avec le Moyen Orient (notamment la Turquie et l'Iran, le Pakistan et les pays du Golfe). Mais face au danger non maîtrisé de la montée de l'Islam, les républiques se sont

tournées, à la fin des années 1990, vers les Etats-Unis et l'Union européenne. Toutefois, la structure de leur économie rend difficile la sortie de la sphère d'influence de la Russie qui continue à jouer un rôle de première puissance régionale en Asie centrale (*soft power* économique, renforcement des liens militaires et stratégiques).

Le jeu américain dans la région

Les Américains mettent sur pied une stratégie globale dans la région, visant à la fois à passer pour une puissance bienfaisante et à sauvegarder leurs intérêts. Ils veulent abattre les forces islamistes et les dictatures tout en se donnant la possibilité de contrôler les gisements pétroliers.

Le jeu chinois dans la région

La Chine est à la recherche d'une neutralité minimale de la part de ses voisins centre-asiatiques. Dans les textes, cette neutralité est en principe acquise depuis l'accord multilatéral d'avril 1997 au terme duquel, moyennant des investissements chinois au profit des politiques de restructuration post-socialiste, les Etats riverains s'engagent à ne pas accorder la moindre aide aux activistes ouïgours. Si cet engagement a été respecté par les autorités signataires, les mouvements indépendantistes ont su profiter de la porosité des frontières centre-asiatiques et de l'inégal contrôle des régions périphériques par les pouvoirs centraux pour se doter de bases de repli hors du territoire du Xinjiang, notamment en Afghanistan.

Coopérations sécuritaires et déploiements militaires en Asie Centrale janvier 2007

Au regard du fonctionnement de la criminalité centre-asiatique, la sécurité nationale ne peut être conçue uniquement dans un cadre étroitement national. L'architecture d'un système régional, qui commence ainsi à prendre forme, se compose de plusieurs strates : nationale, sub-régionale (coopération entre le Tadjikistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan), régionale (Organisation de coopération centre-asiatique), méta-régionale (Organisation de la Coopération de Shanghai qui inclut la Russie et la Chine) et internationale (OTAN, ONU, Europe, Etats-Unis). Toutefois, ces diverses structures manquent souvent de coordination, se chevauchent, voire sont en compétition.

Au niveau régional, tout ou presque se fait par le biais de la Russie, qui y entretient une coopération privilégiée (formation d'officiers et transferts d'armements) en particulier avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Le Turkménistan est un pays neutre et l'Ouzbékistan a une politique nationaliste plus prononcée, une armée plus forte et privilégiée davantage son partenariat américain.

▲ L'Organisation de la coopération de Shanghai

L'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS) est une organisation de sécurité collective, dont sont membres la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. L'OCS a pour ambition de lutter contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux ainsi que les trafics de drogue et d'armes, fléaux dont pâtissent la Chine et la Russie, notamment dans le Xinjiang et en Tchétchénie. Ce mécanisme méta-régional de coopération, nommé initialement le Groupe de Shanghai, a été créé en 1996, à l'initiative de Pékin, pour délimiter et démilitariser les frontières entre les membres. Il combine des aspects économiques et de sécurité mais ignore les développements politiques et exclut l'Afghanistan. La structure économique englobe toute l'Asie centrale plus l'Iran et la Turquie mais est inefficace.

La montée de l'islamisme radical dans la région a modifié la perspective des Etats membres et les a conduit à se concentrer sur la nécessité d'assurer une coopération sécuritaire plus large, portant sur des domaines comme la politique, l'économie, la sécurité militaire, la diplomatie et l'énergie. Bien que l'OCS ne dispose d'aucune composante militaire ou de police, et qu'elle se défende de vouloir développer une alliance militaire, les premiers exercices militaires conjoints de lutte contre le terrorisme et pour la libération des otages ont eu lieu dans le cadre de l'OCS en août 2003 au Kazakhstan et en Chine dans le Xinjiang. Une opération conjointe « frontière 2004 » a rassemblé le Kirghizstan, le Tadjikistan, le Kazakhstan et la Fédération de Russie. L'OCS prévoit également la création d'un mécanisme multilatéral d'actions communes en matière d'alerte et de prévention des conflits. Le principal obstacle à une coopération sécuritaire renforcée réside dans les difficultés de partage des renseignements, insuffisamment sécurisés (fuite et corruption). Néanmoins, avec le développement de ses liens avec l'ASEAN et la Banque asiatique de développement, notamment, l'OCS peut devenir une force de stabilisation en Asie centrale.

▲ Les déploiements de l'OTAN

Depuis, les attentats du 11 septembre 2001, les pays d'Asie centrale occupent une place bien plus visible dans l'agenda de sécurité de l'OTAN qui est active dans la région à travers le Partenariat pour la paix. En outre, l'OTAN a nommé à l'automne 2004 un représentant spécial pour cette région (M. Robert Simmons, Représentant spécial du Secrétaire général de l'OTAN pour le Caucase et l'Asie centrale).

▲ Les déploiements américains

Depuis les années 1990, les Etats-Unis ont « infiltré » l'Asie centrale et développé une coopération militaire avec les Etats de la région (développement des *personnel exchanges* en matière de formation, exercices conjoints avec l'OTAN) dans le but de promouvoir, à long terme, la sécurité de la région et d'assurer leur supériorité stratégique en Asie centrale. Ils ont privilégié les relations bilatérales par rapport à une approche régionale (aide américaine directe de plus de 30 millions de dollars aux forces armées du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan) et ont déployé leurs troupes sur des bases militaires en Ouzbékistan (Karchi-Khanabad), au Kirghizstan (Manas) et au Tadjikistan (la base aérienne Etats-Unis/OTAN à Kulyab à 200km au sud de Dusanbe fonctionne depuis fin 2001).

L'Ouzbékistan, a, immédiatement après les attentats du 11 septembre 2001, offert l'utilisation de ses bases militaires aux troupes américaines. En retour, le pays a reçu 160 millions d'aide militaire. Cette relation privilégiée avec les Etats-Unis a renforcé le statut de puissance régionale de l'Ouzbékistan. Depuis cette date, le Kazakhstan s'est également rapproché de l'OTAN, des Etats-Unis et de la France en prévoyant diverses coopérations militaires.

Ainsi, il apparaît que l'avenir de la région repose sur deux piliers : la capacité de convergence sécuritaire des Etats centre-asiatiques et la démocratisation de ces Etats avec l'aide de l'Union européenne, de l'OSCE ainsi que l'équilibre des influences des grandes puissances extérieures.